

Les Echos à nouveau en grève pour préserver leur indépendance éditoriale

PARIS (AFP) - La rédaction des Echos s'est mise en grève mardi pour la troisième fois en trois semaines, afin de protester contre les propositions "inacceptables" faites par son actionnaire Pearson pour garantir son indépendance éditoriale en cas de rachat par le groupe LVMH.



Réunis en assemblée générale en milieu d'après-midi, les journalistes du groupe Les Echos ont décidé de ne pas faire paraître le journal mercredi, par 102 voix pour, contre 32 contre et une abstention.

Ils ont donné à leur propriétaire britannique jusqu'à jeudi midi pour ouvrir des négociations sur la création d'un système permettant de garantir "véritablement leur indépendance", a indiqué la Société des journalistes (SDJ) des Echos dans un communiqué.

C'est la troisième fois en trois semaines que les salariés cessent le travail pour protester contre les conséquences qu'auraient, selon eux, un rachat des Echos par le groupe de luxe LVMH.

Ils craignent une multiplication des conflits des d'intérêts et la mise en péril de leur indépendance éditoriale si le groupe de Bernard Arnault parvenait à mettre la main sur leur titre.

Après l'annonce de l'ouverture de négociations exclusives avec LVMH, Pearson avait demandé à la SDJ du groupe de lui transmettre des propositions visant à garantir l'indépendance éditoriale, afin qu'elle soit éventuellement incluse dans le contrat de vente.

Dans un projet élaboré avec l'aide d'avocats, les représentants de la rédaction ont proposé la création d'un comité éditorial de six membres dans lequel les représentants de la SDJ auraient une voix prépondérante et qui disposerait d'un droit de veto sur la nomination ou la révocation d'un directeur de la rédaction du groupe.

Ils ont également demandé l'attribution à la SDJ d'une action de référence lui permettant d'exercer un droit de veto sur toute modification statutaire portant sur l'indépendance des rédactions.

Mais lors d'une réunion avec la SDJ puis un comité d'entreprise mardi matin, le président du Financial Times Group (filiale de Pearson), David Bell, a expliqué n'avoir retenu aucune de ces idées, selon les représentants du personnel.

Il a présenté les "principes clés de l'indépendance éditoriale des Echos", définis conjointement par Pearson et LVMH, selon les délégués syndicaux des Echos.

Les deux groupes proposent la mise en place d'un conseil de surveillance de dix membres, au sein duquel siègeraient trois "administrateurs indépendants", choisis par Pearson et LVMH.

La nomination et la révocation des directeurs de la rédaction se feraient par le conseil de surveillance, qui devrait obtenir l'accord d'au moins deux de ces "administrateurs indépendants".

LVMH étant d'accord avec le système élaboré par Pearson, "cela veut dire qu'ils peuvent très bien, s'ils le veulent, décider de signer" avec le groupe de luxe, a averti le président de la SDJ, Vincent de Féligonde.

"Déçus" et "très en colère", les élus de la SDJ ont claqué la porte de la réunion.

"Toutes nos propositions visaient, non pas à demander une quelconque co-gestion, mais à mettre des verrous qui garantissent l'indépendance éditoriale. Là, il n'y a aucun verrou", a déclaré à l'AFP une élue de la SDJ.

"Ce n'est qu'un habillage. En réalité, ce n'est pas du tout protecteur et le rôle de la SDJ est limité", a-t-elle ajouté, déplorant que le représentant de Pearson se soit "assis sur nos propositions alors que cela faisait trois semaines qu'il nous demandait de travailler avec un avocat".